

Afghanistan : les sociétés de sécurité accroissent l'insécurité (étude)

AFP 12.11.07 | 13h36

Les dizaines de sociétés de sécurité privées opérant en Afghanistan sont perçues comme étant une source d'insécurité par la population, car lourdement armées et apparemment liées au crime, selon l'étude d'une ONG, Suisspeace, rendue publique lundi à Kaboul.

Ces entreprises "ne sont pas perçues de manière positive en Afghanistan", dit l'auteur, Suzanne Schmeidl, dans une enquête réalisée cette année auprès de représentants du gouvernement, d'ONG et des secteurs civils de la sécurité.

Il existe un important degré de "confusion" sur leur nature et les services qu'elles fournissent dans le pays, a-t-elle souligné dans une conférence de presse organisée dans les locaux des Nations unies.

Ces entreprises à la fois internationales et nationales remplissent diverses fonctions allant de l'entraînement militaire à la garde même d'individus ou de biens en passant par des services de renseignement, mais leur forte présence dénote une "fragilité", sinon une "faiblesse de l'Etat", dit Mme Schmeidl.

Et le malaise est d'autant plus net qu'"il n'y a actuellement aucune législation ou règlement pour ces compagnies privées : une réglementation attend l'approbation du gouvernement", souligne-t-elle.

Environ 90 de ces 140 entreprises, qui emploieraient entre 18.500 et 28.000 personnes, sont identifiables, est-il écrit dans le rapport.

Seules 35 seraient inscrites au ministère de l'Intérieur, mais l'une des plus importantes, DynCorp et ses 1.200 employés, chargée d'entraîner les jeunes recrues de la police et conseillant ce ministère, ne le serait pas, lit-on dans le rapport.

La compagnie Blackwater, déjà épinglée en Irak pour son impunité, est également présente en Afghanistan pour former notamment les unités de la police antidrogue.

Régulièrement, la police fait irruption dans les locaux de certaines de ces sociétés, ce qui n'empêche pas la population de craindre que "les gardiens ne soient pas eux-mêmes gardés", dit Schmeidl.

Les gardes de ces sociétés possèderaient plus de 40.000 armes de différents

calibres et certains d'entre eux pratiqueraient l'extorsion de fonds, l'enlèvement et le trafic de drogue.

Dans un pays miné par l'insurrection de plus en plus sanglante déclenchée fin fin 2001 par les talibans et d'autres mouvements islamistes ainsi que des groupes mafieux contre les institutions de l'Etat, nombre d'Afghans ne peuvent distinguer le secteur des compagnies privées de sécurité des forces armées internationales ou de leurs propres armée et police, déplore encore Mme Schmeidl.

L'étude porte également sur le fonctionnement de ces sociétés privées en Angola, autre pays touché par plus de 30 ans de guerre et de désordres civils, où les problèmes sont semblables malgré l'adoption d'une loi en 1992 réglementant leur comportement.

<http://www.lemonde.fr/web/depeches/0,14-0,39-33086822@7-60,0.html>